



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Lorraine

Epinal, le 9 AVRIL 2015

Unité Territoriale des Vosges

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : MARCILLAT
Commune de CORCIEUX

--	--	--

Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 17 janvier 1978
Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 17 janvier 1978

1. OBJET DE LA VISITE D'INSPECTION

1.1. Installations contrôlées

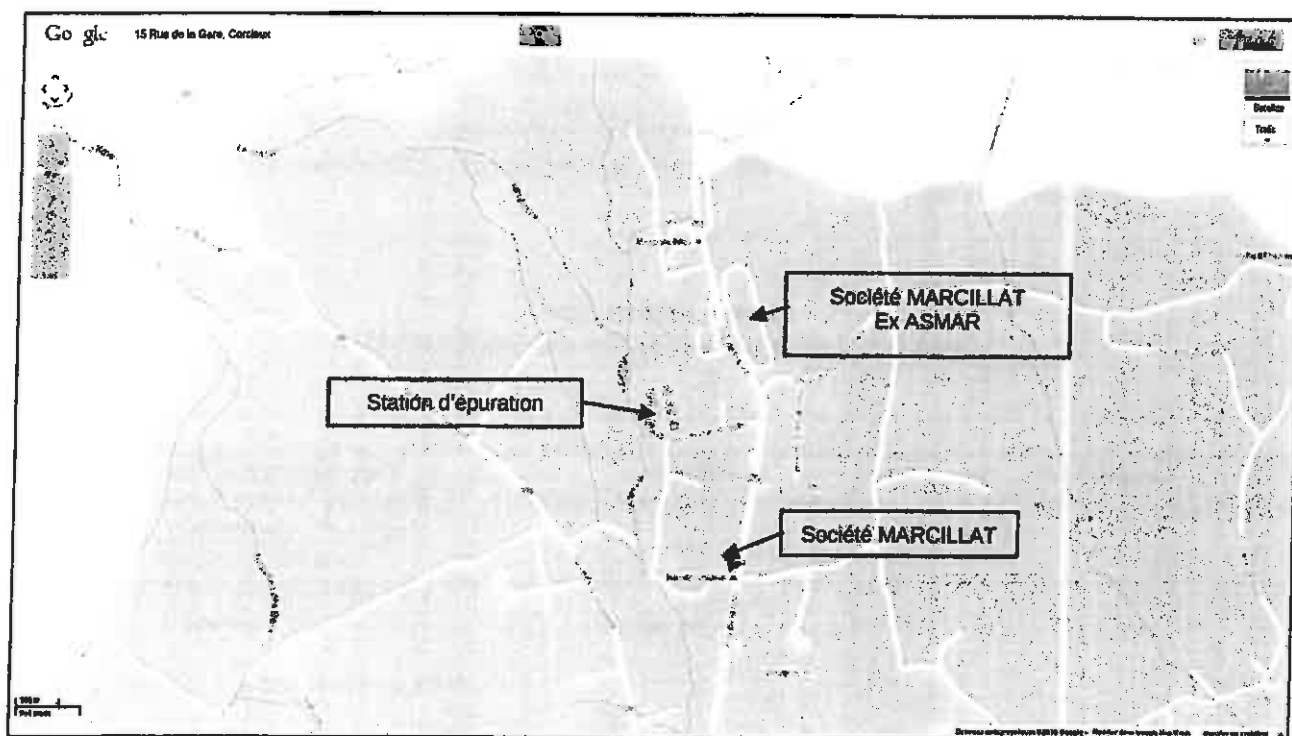
Le 11 décembre 2014, l'inspection des installations classées, représentée par Mme. MAILLOT et Mme. JULIEN, a procédé à une visite d'inspection de la société MARCILLAT, située 88430 CORCIEUX, en présence de M. LAVERNY - Responsable Qualité, Monsieur ERNST - Responsable Maintenance et Monsieur LAPOIRIE - Electrotechnicien.

Le site est autorisé pour ses activités de fabrication de fromage et bénéficie de l'arrêté préfectoral n° 1717/2003 du 16 juin 2003 modifié.

Le volume d'activité autorisé au titre de la rubrique 2230 (transformation du lait) de la nomenclature des installations classées est de 760 000 litres équivalent lait par jour.

La société MARCILLAT dispose de six exutoires pour ses effluents aqueux :

- 5 points de rejet dans le Neuné, recueillant des eaux pluviales et des eaux de refroidissement ;
- 1 point de rejet dans le Neuné, recueillant les effluents résiduels industriels des deux fromageries MARCILLAT et les effluents urbains de la commune de CORCIEUX traités par la station d'épuration présente sur le site.



1.2. Objet du contrôle

Cette visite avait pour thème principal le traitement des effluents aqueux du site et leur acceptabilité pour le milieu naturel. Elle s'est ainsi attachée à contrôler le respect de dispositions du titre 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1717/2003 du 16 juin 2003 modifié.

Les discussions relatives à l'impact du rejet de la station d'épuration interne sur le milieu naturel ont en particulier été tenues dans le contexte de l'action nationale portée par l'application du Schéma Directeur de l'Aménagement et la Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse. Le SDAGE traduit effectivement les objectifs de la Directive Cadre sur l'Eau visant à atteindre le bon état des eaux (superficielles et souterraines) à l'échéance de 2015. La masse d'eau Neuné ne respecte pas le bon état écologique en raison d'un dépassement des seuils pour les paramètres phosphorés. Le rejet de la station d'épuration de la société MARCILLAT étant un important contributeur de l'apport en phosphore au milieu naturel, le site est concerné par cette action régionale. Par ailleurs, le site fait l'objet d'une surveillance pérenne de ses rejets en nonylphénols dans le cadre de l'opération de Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau dite « RSDE » selon les dispositions de l'arrêté n° 2561/2012 du 12 décembre 2012.

Cette visite a été annoncée par courriel du 01 décembre 2014.

2. SUIVI DES REJETS DE LA FROMAGERIE (sortie station)

2.1. Résultat de l'autosurveillance des émissions en phosphore vis-à-vis des Valeurs Limites d'Emission (VLE) de l'arrêté préfectoral d'autorisation

Conformément à l'article 1.2.12-4 de l'arrêté préfectoral n° 1717/2003, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats de son autosurveillance sur le paramètre phosphore de manière mensuelle, via le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement (GIDAF).

- ◊ En concentration de phosphore dans les effluents en sortie de station : la valeur limite d'émission de 4 mg/L a été respectée durant l'année 2014, avec une valeur moyenne de 1,73 mg/l et une valeur maximum de 3,9 mg/l.
- ◊ Quant aux flux de phosphore dans les effluents en sortie de station, dont la valeur limite est de 14,4 kg/j, ils ne présentent pas de non-conformités avec les prescriptions de l'arrêté, avec un flux moyen annuel de l'ordre de 3,81 kg/j et une valeur maximum de 9,84 kg/j en 2014.

2.2. Origine des émissions en phosphore

L'industriel explique, lors de la visite du 11 décembre 2014 et lors d'une réunion qui s'est tenue le 04 novembre 2014, que la problématique du phosphore dans les rejets de ses installations provient essentiellement de deux sources :

- le lait est naturellement riche en phosphore ;
- les lessives phosphorées utilisées pour le nettoyage des chaînes de production.

La société MARCILLAT précise que pour renforcer le traitement du phosphore au niveau de la station d'épuration il est nécessaire d'augmenter la dose de chlorure ferrique ce qui entraîne un surcoût ainsi qu'une augmentation du volume des boues. Concernant la substitution des lessives phosphorées, l'industriel annonce que les lessives sans phosphore ne sont pas aussi efficaces.

2.3. Résultat de l'autosurveillance pour la DCO, la DBO5, les MES et l'azote global vis-à-vis des Valeurs Limites d'Emission (VLE) de l'arrêté préfectoral d'autorisation

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les VLE suivantes en sortie de station d'épuration au niveau du rejet dans le Neuné :

Paramètres	Flux journalier	Concentration
Débit	3 600 m ³ /j	
DBO5	50 kg	14 mg/l
DCO	285 kg	80 mg/l
MES	126 kg	35 mg/l
NGL	54 kg	15 mg/l

L'autosurveillance réalisée en 2014 met en évidence le respect de ces VLE pour les paramètres suivants : débit, DBO5, DCO et azote global. Seuls des dépassements de la concentration pour les MES sont mis en évidence en juillet, août et septembre avec des concentrations maximum de 40 mg/l.

Il est demandé à l'exploitant d'indiquer à l'inspection le détail des causes identifiées concernant ces dépassements ainsi que les actions prévues en vue d'une meilleure maîtrise de ces rejets.

3. ACTION REGIONALE SDAGE

La visite du 11 décembre 2014 a été l'occasion d'évaluer la contribution du rejet de la société MARCILLAT sur la dégradation de la qualité de l'eau du milieu récepteur, à savoir le Neuné sur l'ensemble des paramètres réglementés par l'arrêté préfectoral n° 1717/2003 du 16 juin 2003 modifié.

Ces calculs ont été réalisés sur la base des rejets réels ainsi que sur la base des VLE de l'arrêté préfectoral.

3.1. Calculs sur la base des rejets réels

Le débit d'étiage considéré pour le Neuné est celui mentionné dans le rapport de synthèse finale de l'action RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau) à savoir 0,18 m³/s soit 15 811 m³/j.

Les calculs ont été réalisés sur la base des rejets réels à partir des données d'autosurveillance des années 2012 et 2014.

Tableau 1 :

Contribution des rejets pour l'année 2012

Paramètre	Concentration du rejet (µg/L)	Norme de Qualité Environnementale NQE (µg/L)	Flux journalier moyen (kg/j)	Flux journalier admissible par le milieu (kg/j)	Contribution du rejet au Fjadm
DCO	35 600	30 000	80,91	474,33	17,06 %
DBO5	493	6 000	1,12	94,86	1,18 %
Matières en suspension	5 512	50 000	12,52	790,55	1,58 %
Phosphore total	1 889	200	4,29	3,16	135,78 %

Tableau 2 :

Contribution des rejets pour l'année 2014

Paramètre	Concentration du rejet (µg/L)	Norme de Qualité Environnementale NQE (µg/L)	Flux journalier moyen (kg/j)	Flux journalier admissible par le milieu (kg/j)	Contribution du rejet au Fjadm
DCO	29 357	30 000	64,32	474,33	13,56 %
DBO5	350	6 000	0,76	94,86	0,81 %
Matières en suspension	12 306	50 000	26,96	790,55	3,41 %
Phosphore total	1 728	200	3,78	3,16	119,73 %

Bien qu'une réduction des flux émis au milieu naturel ait été observée entre 2012 et 2014, les rejets phosphorés contribuent à la dégradation du milieu avec des flux journaliers supérieurs au flux journalier admissible par le Neuné. Cette situation ne permet pas d'atteindre le bon état écologique de la masse d'eau.

En ce qui concerne les paramètres DCO, DBO5 et MES, les rejets ne montrent pas d'impact significatif sur le milieu naturel.

Il est à noter que l'azote global réglementé par l'arrêté préfectoral n'a pas été pris en compte dans ce calcul d'acceptabilité, aucune NQE ni valeur de référence n'étant disponible.

3.2. Calculs sur la base des VLE de l'arrêté préfectoral

Les calculs d'acceptabilité du milieu ont également été réalisés à partir des Valeurs Limites d'Emission (VLE) de l'arrêté préfectoral n° 1717/2003 du 16 juin 2003 modifié.

Paramètre	Concentration du rejet (µg/L)	Norme de Qualité Environnementale NQE (µg/L)	Flux journalier moyen (kg/j)	Flux journalier admissible par le milieu (kg/j)	Contribution du rejet au Fjadm
DBO5	14 000	6 000	50	94,866	52,71 %
DCO	80 000	30 000	285	474,33	60,08 %
Matières en suspension	35 000	50 000	126	790,55	15,94 %
Phosphore total	4 000	200	14,4	3,1622	455,38 %

Ces calculs démontrent que les VLE prescrites par l'arrêté préfectoral ne sont pas compatibles avec le bon état de la masse d'eau. Une révision de ces valeurs limites d'émission devra donc être réalisée dans un second temps.

3.3. Etude de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse

Lors de la réunion du 04 novembre 2014, Mme. BERNARD de l'Agence de l'Eau a présenté une étude réalisée par ses services. Cette étude permet de compléter l'appréciation de l'impact des rejets du site sur le milieu récepteur. Elle a été réalisée sur la base de l'état des lieux 2013 (en application de la Directive Cadre sur l'Eau – DCE).

Contexte :

La station de suivi de la qualité située à LAVELINE-DEVANT-BRUYERES à l'exutoire de la masse d'eau affiche un diagnostic de bon état mais la simulation de l'état réalisée par le modèle mathématique PEGASE (Planification et Gestion de l'Assainissement des Eaux) montre que 30 % du linéaire est dégradé par le phosphore. La cause principale de dégradation est liée au rejet de la Fromagerie Marcillat dont les charges émises représentent environ 3 fois le flux maximal admissible.

Proposition de charges variables :

Le Neuné possédant un débit suffisant en hautes eaux, une simulation a été réalisée avec une variation des charges rejetées selon le régime hydrologique du cours d'eau. Les valeurs suivantes ont été simulées :

- mois de novembre à avril : 4,4 kg/j ;
- mois de mai à octobre : 2,2 kg/j.

Cette solution permettrait un respect du bon état sur 81 % du linéaire et l'atteinte d'une valeur globale de concentration à la masse d'eau de 0,195 mg/l de phosphore.

4. CONCLUSION DE L'INSPECTION

Compte tenu de l'impact avéré des rejets en phosphore de la société MARCILLAT sur la masse d'eau Neuné, le service de l'inspection propose, ci-joint, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour demander à la société MARCILLAT de réaliser sous un délai de 6 mois une étude technico-économique pour réduire ses rejets de phosphore et participer à l'atteinte de l'objectif de bon état écologique du milieu récepteur.

L'inspection note également que les valeurs limites d'émission en phosphore prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation ne sont pas cohérentes avec les données d'acceptabilité du milieu. En fonction des résultats de l'étude technico-économique, il sera proposé une révision de l'article 1.2.9 de l'arrêté préfectoral en ce qui concerne les émissions en phosphore. Des VLE cohérentes avec l'acceptabilité du milieu et la faisabilité technico-économique seront proposées, voir modulées selon le régime hydrologique du cours d'eau.

En application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, le présent rapport et le projet d'arrêté complémentaire joint seront soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Il est rappelé que conformément à l'article L. 514-5 du Code de l'Environnement, une copie de ce rapport de visite est envoyée simultanément à l'exploitant.

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Société MARCILLAT

Le Préfet des Vosges,

Vu le code de l'environnement et notamment son article R. 512-31 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1717/2003 du 16 juin 2003 modifié autorisant la société MARCILLAT à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune de CORCIEUX ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 9 avril 2015 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé le 27 novembre 2009 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en sa séance du XXX ;

Considérant que les rejets d'eaux résiduaires de la société MARCILLAT s'effectuent dans la masse d'eau Le NEUNE ;

Considérant que la masse d'eau LE NEUNE est dans un état écologique moyen ;

Considérant que les rejets d'eaux résiduaires actuels de la société MARCILLAT contribuent à l'état écologique moyen de la masse d'eau LE NEUNE ;

Considérant que cette masse d'eau doit retrouver un bon état chimique d'ici 2021 et un bon état écologique d'ici 2027 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Vosges ;

ARRETE

Article 1 - La société MARCILLAT, dont le siège social est situé 15 rue de la Gare 88430 CORCIEUX, fournira à l'inspection des installations classées, dans le délai maximal de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un état des mesures d'ores et déjà prises ou engagées pour limiter l'impact des rejets d'eaux résiduaires de son installation exploitée sur les territoires de la commune de CORCIEUX, sur l'état écologique du milieu récepteur LE NEUNE et plus précisément sur la concentration en phosphore total dans le milieu naturel. Cet état devra notamment décrire les travaux réalisés et en cours, leurs bénéfices sur la qualité du milieu récepteur et leurs coûts.

Article 2 - Etude technico-économique

L'exploitant fournit au Préfet sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude technico-économique détaillant l'ensemble des options envisageables pour réduire ses rejets d'eaux résiduaires et participer à l'atteinte de l'objectif de bon état écologique du milieu récepteur.

Cette étude présentera notamment les mesures envisagées :

- pour réduire les rejets en phosphore total ;
- pour réguler la charge en phosphore total apportée au milieu récepteur sur l'ensemble de l'année et éviter ainsi des variations importantes tant sur les concentrations mensuelles que sur les flux mensuels.

Chaque option fait l'objet d'une analyse détaillée portant notamment sur les points suivants :

- bénéfices attendus pour le milieu récepteur ;
- effets directs ou indirects sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- coûts induits ;
- délai technique nécessaire à la mise en place.

En conclusion de cette étude, l'exploitant précise les actions qu'il retient pour contribuer à l'atteinte du bon état écologique du milieu récepteur et indiquera les échéances de réalisation des travaux.

Articles d'information et d'exécution.